

## EXTRADITION DE KHALIFA

# Ce n'est pas encore le compte à rebours

**L'extradition de Abdelmoumène Khalifa, sur laquelle le juge britannique Timothy Workman s'est exprimé favorablement le jeudi 25 juin, risque de voir couler beaucoup d'eau sous les ponts avant qu'elle ne devienne effective. La procédure de pourvoi en cassation, que la défense a décidé d'introduire auprès de la Haute-Cour de Londres, et la possible saisine de la Cour européenne des droits de l'homme peuvent, en effet, s'avérer longues.**

**Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)** - Même si les autorités algériennes ont, franchement, de quoi se rassérer après la réponse positive que la justice britannique a apposée sur leur demande d'extradition elles devront, néanmoins, faire preuve de patience avant de voir Abdelmoumène Khalifa débarquer à Alger.

Des avocats, qui ont eu à s'exprimer après la décision rendue par le tribunal de Westminster, estiment qu'il s'écoulera plusieurs mois avant que ne soient

épuisées les voies de recours que la défense compte introduire.

Vincent Montrieux, magistrat au bureau du Droit économique et financier du ministère français de la Justice, repris par le *Maghreb*, a expliqué que l'extradition de Khalifa ne peut pas intervenir avant deux années.

Durant tout ce temps là, l'ex-golden boy algérien restera détenu au Royaume-Uni. Cependant, le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Belaiz, est d'un avis



Photo : Samir Sid

**C'est pas demain la veille que Khalifa débarquera à Alger.**

contraire. S'exprimant, hier, en marge d'une plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN), Tayeb Belaiz a déclaré que «Après cette décision de la justice britannique, il appartient, maintenant, au secrétaire d'Etat à l'Intérieur

(ministre de l'Intérieur) de notifier le jugement au concerné. Ce dernier a, après réception de la notification, 14 jours pour introduire un pourvoi en cassation auprès de la Haute Cour. Celle-ci vérifie l'application de la loi et examine,

éventuellement, des faits nouveaux. La Haute-Cour rendra sa décision au bout d'une, tout au plus deux audiences».

Le ministre de la Justice a précisé qu'étant donné la nature de l'affaire jugée, les procédures judiciaires au

niveau du Royaume-Uni n'autorisent pas l'appel.

Commentant la décision rendue par le tribunal de Westminster, Tayeb Belaiz a soutenu que «de par son contenu, le jugement se veut une reconnaissance, par excellence, de la justice britannique à son homologue algérienne», ajoutant que «c'est la victoire de la justice algérienne. La justice britannique a eu déjà à refuser des demandes d'extradition émanant d'autres pays».

Le ministre de la Justice s'est, toutefois, retenu de s'avancer sur le temps que les futures étapes de la procédure d'extradition allaient prendre. Mais en affirmant que la Haute-Cour statuera au bout d'une audience, voire deux audiences tout au plus, il laisse entendre que l'extradition de Abdelmoumène Khalifa n'attendra pas une éternité.

Il y a quelques années, vers 2003, la Grande-Bretagne a simplifié les procédures judiciaires.

S. A. I.

## TRÉSOR DE LA LANGUE ARABE

# Les Arabes s'interconnectent

**Le conseil d'administration de la Fondation «Trésor de la langue arabe» a été officiellement installé, hier à Alger, en présence du représentant de la Ligue arabe et des ambassadeurs des pays arabes accrédités en Algérie.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - Relevant de la Ligue arabe, cet organisme sera chargé du projet de l'Internet arabe. «Il est indispensable d'adapter les techniques de l'information et de la communication à nos propres besoins, afin d'être au diapason des nations développées dans ce domaine», a indiqué M. Abderrahmane Hadj Salah, président de l'Académie algérienne de la langue arabe. Il a fait remarquer que 67% des formations qui circulent sur la toile sont véhiculées en anglais. «Ces informations sont traduites dans toutes les langues et très peu d'entre elles le sont dans la langue arabe», a-t-il souligné.

Pour M. Hadj Salah, le «Trésor de la langue arabe» sera la solution «radicale» pour rattraper notre retard par rapport aux autres pays. «Cette Fondation va permettre de traduire vers l'arabe toutes les informations qui circulent sur Internet dans différents domaines de la science», a-t-il souligné.

Pour ce faire, un logiciel sera développé pour la traduction mais aussi pour l'insertion des anciens manuscrits et du patrimoine arabe. «En plus d'un centre de traduction virtuel, nous allons répertorier tout le patrimoine arabe dans plus d'un million de pages», a-t-il assuré. Le défi est désormais lancé, «nous dépasserons Google de loin», a-t-il promis.

Pour sa part, le représentant de la Ligue arabe a affirmé qu'il s'agit d'un projet important. «Cette organisation dépendra de la Ligue arabe, qui assurera annuellement son financement», a-t-il expliqué.

L'idée de sa création étant algérienne, la Fondation Trésor de la langue arabe aura son siège en Algérie.

R. N.

## ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE

# Belaiz présente la loi anticybercriminalité

**Le ministre de la Justice, garde des Sceaux a présenté, hier, à l'APN, le projet de loi portant règles particulières relatives à la prévention et à la lutte contre les infractions liées aux technologies de l'information et de la communication. Ce texte de première importance n'a, toutefois, donné lieu qu'à un débat très timide de la part des parlementaires.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - L'Algérie est en passe de se doter d'un cadre juridique visant à contrôler le cyberspace et de lutter contre la cybercriminalité. Tayeb Belaiz en a fait la présentation, hier, devant les membres de l'Assemblée populaire nationale.

«La particularité de ce projet de texte réside dans le fait qu'il combine des règles de procédure, venant compléter le code de procédure pénale, et des règles préventives dont le but est de permettre une détection précoce des attaques probables et une intervention rapide pour localiser leurs origines et identifier leurs auteurs», indique l'exposé des motifs de ce projet de loi.

En fait, les dispositions de ce texte visent en premier à lutter contre les sites Internet utilisés par les groupes terroristes isla-

mistes. «Pour prévenir les infractions qualifiées d'actes terroristes ou subversifs et les infractions contre la sûreté de l'Etat ; lorsqu'il existe des informations sur une atteinte probable à un système informatique représentant une menace pour les institutions de l'Etat, pour la défense nationale ou pour l'ordre public ; pour les besoins des enquêtes et des informations judiciaires lorsqu'il est difficile d'aboutir à des résultats intéressants les recherches en cours sans recourir à la surveillance électronique ; dans le cadre de l'exécution des demandes d'entraides judiciaires internationales», précise l'article 4 de ce projet de loi.

Dans son rapport préliminaire, la commission des Affaires juridiques de l'APN a souligné l'importance de préserver les libertés individuelles lors de l'application



Photo : Samir Sid

**«Prévenir les infractions qualifiées d'actes terroristes ou subversifs et les infractions contre la sûreté de l'Etat.»**

de ces nouvelles dispositions. Il s'avère, en effet, que cette loi imposera un contrôle strict des utilisateurs et des abonnés à Internet.

Lors des débats, les députés ont donné la nette impression de ne pas saisir la portée de cette loi. La grande majorité des intervenants ont insisté sur la protection des mineurs contre les sites pornographiques. Il est utile de préci-

ser que les débats parlementaires ont été animés par moins d'une vingtaine d'élus.

Dans sa réponse, le ministre de la Justice a insisté sur la nécessité de doter l'Algérie d'un arsenal juridique des plus larges afin de prendre en charge toutes les activités liées aux technologies de l'information et de la communication.

T. H.